DOC 55 **1089/001**

CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS
DE BELGIQUE

12 mars 2020

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

visant à définir la position de la Belgique en ce qui concerne le Pacte vert pour l'Europe

(déposée par
MM. Kristof Calvo et Georges Gilkinet et
Mmes Mélissa Hanus,
Tinne Van der Straeten et Sarah Schlitz)

BELGISCHE KAMER VAN
VOLKSVERTEGENWOORDIGERS

12 maart 2020

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

ter positionering van België ten opzichte van de Europese *Green Deal*

(ingediend door
de heren Kristof Calvo en Georges Gilkinet en
de dames Mélissa Hanus,
Tinne Van der Straeten en Sarah Schlitz)

N-VA	:	*Nieuw-Vlaamse Alliantie*
Ecolo-Groen	:	*Ecologistes Confédérés pour l'organisation de luttes originales – Groen*
PS	:	*Parti Socialiste*
VB	:	*Vlaams Belang*
MR	:	*Mouvement Réformateur*
CD&V	:	*Christen-Democratisch en Vlaams*
PVDA-PTB	:	*Partij van de Arbeid van België – Parti du Travail de Belgique*
Open Vld	:	*Open Vlaamse liberalen en democraten*
sp.a	:	*socialistische partij anders*
cdH	:	*centre démocrate Humaniste*
DéFI	:	*Démocrate Fédéraliste Indépendant*
INDEP-ONAFH	:	*Indépendant - Onafhankelijk*

Abréviations dans la numérotation des publications:		*Afkorting bij de numering van de publicaties:*	
DOC 55 0000/000	*Document de la 55e législature, suivi du numéro de base et numéro de suivi*	*DOC 55 0000/000*	*Parlementair document van de 55e zittingsperiode + basisnummer en volgnummer*
QRVA	*Questions et Réponses écrites*	*QRVA*	*Schriftelijke Vragen en Antwoorden*
CRIV	*Version provisoire du Compte Rendu Intégral*	*CRIV*	*Voorlopige versie van het Integraal Verslag*
CRABV	*Compte Rendu Analytique*	*CRABV*	*Beknopt Verslag*
CRIV	*Compte Rendu Intégral, avec, à gauche, le compte rendu intégral et, à droite, le compte rendu analytique traduit des interventions (avec les annexes)*	*CRIV*	*Integraal Verslag, met links het definitieve integraal verslag en rechts het vertaald beknopt verslag van de toespraken (met de bijlagen)*
PLEN	*Séance plénaire*	*PLEN*	*Plenum*
COM	*Réunion de commission*	*COM*	*Commissievergadering*
MOT	*Motions déposées en conclusion d'interpellations (papier beige)*	*MOT*	*Moties tot besluit van interpellaties (beigekleurig papier)*

DÉVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Le 11 décembre 2019, la Commission européenne a présenté sa première proposition d'un Pacte vert pour l'Europe.[1] Dans cette proposition, la Commission, essentiellement sous l'impulsion de sa présidente, Mme Von der Leyen, et de son vice-président exécutif pour le Pacte vert, M. Timmermans, réitère l'engagement de relever les défis climatiques et ceux liés à l'environnement, "qui constitue une mission majeure de notre génération". Dans sa résolution du 15 janvier 2020, le Parlement européen a exprimé son soutien au projet à une large majorité et a insisté pour que les réformes soient renforcées et instaurées plus rapidement que prévu par la Commission.[2]

Il est en effet de plus en plus clair que de petits changements progressifs ne suffiront pas pour protéger notre planète et la préserver pour les générations à venir. La preuve scientifique d'un danger grave et imminent pour le bien-être de l'homme sur cette planète à la suite des dommages environnementaux provoqués par les activités humaines a été officiellement reconnue par les gouvernements au niveau international depuis le Sommet de Rio de Janeiro (Brésil) en 1992. Les rapports scientifiques les plus récents, notamment du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), de la Plate-Forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) et de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), indiquent clairement que la politique menée jusqu'à présent est largement insuffisante pour empêcher que la capacité de la planète à soutenir le bien-être humain soit dépassée de manière catastrophique, à cause d'un réchauffement climatique de plus de 1,5 °C et d'une baisse de la biodiversité.[3]

Les faits sont alarmants et c'est donc à juste titre que la Commission souligne que les fondements de l'ensemble de l'écosystème planétaire, le seul écosystème dans lequel l'espèce humaine peut prospérer, sont menacés.

1 *https://eur-lex.europa.eu/legal-content/FR/TXT/?uri=CELEX:52019DC0640&qid=1579078794353*.

2 *https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/RC-9-2020-0040_FR.html*.

3 Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), "*Special Report on the impacts of global warming of 1.5 °C*"; Plate-Forme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques, "*2019 Global assessment report on biodiversity and ecosystem services*"; Groupe international d'experts sur les ressources, "*Global Resources Outlook 2019: Natural Resources for the Future We Want*"; Agence européenne pour l'environnement, "*The European environment — state and outlook 2020: knowledge for transition to a sustainable Europe*".

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Op 11 december 2019 presenteerde de Europese Commissie haar eerste voorstel voor een Europese *Green Deal*.[1] In dit voorstel geeft de Commissie, met als belangrijkste trekkers voorzitster Von der Leyen en uitvoerend vicevoorzitter voor de *Green Deal* Timmermans, uitdruk aan haar vaste voornemen de problemen in verband met klimaat en milieu op te lossen, en zich te "kwijten van de taak die op de schouders van deze generatie rust". In haar resolutie van 15 januari 2020 sprak het Europese Parlement met grote meerderheid steun uit voor het project en drong het er op aan om de hervormingen verregaander te maken en ze sneller door te voeren dan door de Commissie gepland.[2]

Het wordt immers met de dag duidelijker dat kleine, incrementele veranderingen niet zullen volstaan om onze planeet te beschermen en voor de volgende generaties te bewaren. Het wetenschappelijk bewijs van een ernstig en dreigend gevaar voor het welzijn van de mens op deze planeet als gevolg van door menselijke activiteiten veroorzaakte milieuschade, is officieel erkend door de regeringen op internationaal niveau sinds de Top van Rio de Janeiro (Brazilië) in 1992. De meest recente wetenschappelijke rapporten van onder meer de Intergouvernementele Werkgroep inzake Klimaatverandering (IPCC), het Intergouvernementeel Platform voor Biodiversiteit en Ecosysteemdiensten (IPBES) en het Europees Milieuagentschap (EEA) maken duidelijk dat het tot nu gevoerde beleid bij lange na niet volstaat om te voorkomen dat de capaciteit van de planeet om het menselijke welzijn te ondersteunen, op catastrofale wijze wordt overschreden, met name doordat de opwarming van de aarde meer dan 1,5 °C bedraagt en de biodiversiteit afneemt.[3]

De feiten zijn alarmerend en de Commissie geeft dan ook terecht uitdrukking aan het gegeven dat de fundamenten van het volledige planetaire ecosysteem, het enige ecosysteem waarin wij als mensen gedijen, ondergraven

1 *https://eur-lex.europa.eu/legal-content/NL/TXT/?uri=CELEX:52019DC0640&qid=1579078794353*.

2 *https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/RC-9-2020-0040_NL.html*.

3 Intergouvernementele Werkgroep inzake klimaatverandering (IPCC), "*Special Report on the impacts of global warming of 1.5 °C*"; Intergouvernementeel platform voor wetenschap en beleid inzake biodiversiteit en ecosysteemdiensten, "*2019 Global assessment report on biodiversity and ecosystem services*"; Internationaal Panel voor hulpbronnen, "*Global Resources Outlook 2019: Natural Resources for the Future We Want*"; Europees Milieuagentschap, "*The European environment — state and outlook 2020: knowledge for transition to a sustainable Europe*".

Le défi auquel se voit confrontée la Commission est beaucoup plus vaste que le seul changement climatique: ainsi, sur les huit millions d'espèces vivant sur terre, un million est menacé d'extinction, les forêts sont détruites et les océans pollués.

Cela dit, le Pacte vert est avant tout un message d'espoir. Avec ce pacte, l'Union européenne peut montrer qu'elle a pris conscience des défis auxquels elle est confrontée et qu'elle a les moyens de les relever. Plus encore: avec le Pacte vert pour l'Europe, l'Union européenne peut jouer un rôle de leader à l'échelle mondiale et montrer comment la démocratie et la justice sociale peuvent être mises en œuvre dans les limites de la planète, et en offrant des perspectives d'avenir à nos enfants et petits-enfants. C'est donc à juste titre que la Commission européenne affirme que nous, en tant qu'Européens, pouvons relever ces défis si nous croyons en nous-mêmes et si nous faisons suivre nos paroles par des actes.

L'espoir et la détermination sont essentiels et nous devrions dès lors faire nôtres les déclarations suivantes de la Commission: "L'UE a la capacité collective de transformer son économie et sa société pour les placer sur une trajectoire plus durable. Elle peut s'appuyer sur les atouts qui lui confèrent son rang de leader mondial en matière de mesures climatiques et environnementales, de protection des consommateurs et de droits des travailleurs. Il ne sera pas aisé de parvenir à des réductions d'émissions supplémentaires. Cela nécessitera des investissements publics considérables et des efforts accrus pour orienter les capitaux privés vers les actions pour le climat et l'environnement, tout en évitant un enfermement dans des pratiques non durables. L'UE doit jouer un rôle de premier plan dans la coordination des efforts internationaux visant à construire un système financier cohérent qui soutienne des solutions durables. […] L'ambition environnementale du Pacte vert ne peut toutefois aboutir si l'Europe est seule à agir. Les facteurs du changement climatique et de la perte de biodiversité sont d'ordre mondial et ne se bornent pas aux frontières nationales. L'UE peut utiliser son influence, son expertise et ses ressources financières pour inciter les pays de son voisinage et ses partenaires à la rejoindre sur une trajectoire durable. L'UE continuera à mener les efforts déployés au niveau international et souhaite forger des alliances avec les pays qui partagent les mêmes convictions qu'elle."

Les projets de la Commission européenne comportent de nombreux éléments positifs, mais il manque certaines choses essentielles pour réussir véritablement la transformation de l'Union européenne. En outre, au vu de la situation incertaine dans de nombreux États membres, il est extrêmement important que la Belgique joue un

worden. De uitdaging waarvoor de Commissie zich gesteld ziet is veel breder dan enkel de klimaatverandering: zo worden van de acht miljoen soorten op aarde een miljoen met uitsterven bedreigd, worden bossen vernietigd en oceanen vervuild.

Toch is de *Green Deal* eerst en vooral een boodschap van hoop. Met de *Green Deal* kan de Europese Unie tonen dat zij erkent voor welke uitdagingen zij staat, en dat zij de antwoorden bezit om deze aan te gaan. Sterker nog: met de Europese *Green Deal* kan de Europese Unie een wereldwijd leidende rol op nemen en tonen hoe democratie en sociale rechtvaardigheid bereikt kunnen worden binnen de grenzen van de planeet, met toekomstperspectief voor onze kinderen en kleinkinderen. Het is dan ook terecht dat de Europese Commissie stelt dat wij, als Europeanen, deze uitdagingen aankunnen wanneer we in onszelf geloven en op onze woorden ook onze daden laten volgen.

Hoop en daadkracht staan centraal, en de volgende woorden van de Commissie verdienen dan ook om met instemming overgenomen te worden: "Als collectief is de EU in staat om haar economie en samenleving te transformeren en een duurzamer pad te laten inslaan. Als mondiale koploper op het gebied van klimaat- en milieumaatregelen, consumentenbescherming en de rechten van werknemers kan zij voortbouwen op haar sterke punten. Het wordt een uitdaging om de uitstoot nog verder terug te dringen. Het zal grootschalige publieke investeringen en meer inspanningen vergen om particulier kapitaal aan te trekken voor klimaat- en milieuacties en een volstrekte afhankelijkheid van niet-duurzame praktijken te vermijden. De EU moet het voortouw nemen bij de coördinatie van internationale inspanningen voor de opbouw van een samenhangend financieel systeem dat duurzame oplossingen ondersteunt. […] Europa kan de milieuambitie van de *Green Deal* niet alleen waarmaken. De oorzaken van de klimaatverandering en het verlies aan biodiversiteit zijn mondiaal en overstijgen de nationale grenzen. De EU kan haar invloed, deskundigheid en financiële middelen aanwenden om haar buren en partners ertoe te bewegen om net als zij voor een duurzame koers te kiezen. De EU zal voorop blijven lopen bij internationale inspanningen en wil coalities van gelijkgestemden vormen."

De plannen van de Europese Commissie omvatten heel wat positieve zaken, maar een aantal essentiële zaken ontbreken om een echte succesvolle transformatie van de Europese Unie te realiseren. Daarenboven maakt de onzekere situatie in heel wat Europese lidstaten het hoogst noodzakelijk dat België een actieve en

rôle actif et de premier plan dans la concrétisation et la mise en œuvre du Pacte vert.

De nombreux points positifs

De nombreux projets de la Commission européenne ne peuvent qu'être encouragés. Le Pacte vert marque véritablement un tournant dans la politique climatique européenne. C'est ainsi que la simple existence des projets du Pacte vert constitue déjà une avancée et une reconnaissance des défis majeurs auxquels nous sommes confrontés. Ils soulignent l'urgence de mesures ambitieuses pour faire face au changement climatique et aux défis environnementaux, pour limiter le réchauffement de la planète à 1,5 °C et pour prévenir une énorme perte de biodiversité. L'espoir et la détermination nés de l'engagement de la Commission à transformer l'UE en une société plus saine, durable, équitable, juste et prospère, avec un niveau zéro d'émissions nettes de gaz à effet de serre, pourraient être par excellence le projet positif réunissant les Européens dans les années à venir. Dans ces conditions, la nécessaire transition vers une société neutre en matière climatique d'ici 2050 au plus tard pourra être couronnée de succès en Europe.

La proposition de la Commission européenne contient de nombreuses mesures dignes d'attention, dont la mise en œuvre mérite le soutien sans réserve de la Belgique. C'est ainsi que l'instauration d'une tarification effective du carbone, les incitations prévues pour une vague de rénovation dans toute l'UE, l'engagement en faveur d'une économie circulaire et neutre sur le plan climatique et la priorité accordée à l'efficacité énergétique rapprocheront sensiblement les objectifs du Pacte vert. Il appartiendra entre autres aux États membres ambitieux comme la Belgique de veiller scrupuleusement à la mise en œuvre concrète de ces mesures afin qu'elles ne soient pas vidées de leur substance par les détails de leur élaboration.

Améliorations structurelles indispensables

Sous leur forme actuelle, les projets de la Commission européenne présentent toutefois certaines lacunes pouvant considérablement compromettre la réalisation des objectifs. Il n'est pas fait état de certaines mesures nécessaires, alors qu'une série d'autres mesures risquent d'avoir plutôt des incidences négatives que des effets positifs. Les propositions de la Commission visant à inclure les émissions des bâtiments et du transport routier dans le système européen d'échange de quotas d'émission (ETS) en sont un exemple.

vooruitstrevende rol speelt bij de invulling en het uitrollen van de *Green Deal*.

Heel wat positieve elementen

Een groot deel van de plannen van de Europese Commissie kunnen alleen maar aangemoedigd worden. De *Green Deal* is werkelijk een kantelpunt in het Europees klimaatbeleid. Zo is louter het bestaan van de plannen voor de *Green Deal* reeds een vooruitgang en een erkenning van de grote uitdagingen waarvoor we ons gesteld zien. Ze schetsen de dringende noodzaak van ambitieuze maatregelen voor het aanpakken van de klimaatverandering en de milieu-uitdagingen, om de opwarming van de aarde tot 1,5 °C te beperken en om een enorm verlies aan biodiversiteit te voorkomen. De hoop en vastberadenheid die uitgaat van de toezegging van de Commissie om de EU om te vormen tot een gezondere, duurzame, eerlijke, rechtvaardige en welvarende samenleving met een netto-nuluitstoot van broeikasgassen kan de volgende jaren hét positieve project zijn waarrond Europeanen samenkomen. Zo kan de noodzakelijke transitie naar een klimaatneutrale samenleving tegen uiterlijk 2050 een Europees succesverhaal worden.

Het voorstel van de Europese Commissie bevat een heel aantal aanbevelingswaardige maatregelen, die de volle steun van België verdienen bij hun uitrol. Zo zullen de invoering van een effectieve koolstofbeprijzing, de geplande impulsen voor een renovatiegolf doorheen de EU, de verbintenis om een klimaatneutrale en circulaire economie tot stand te brengen, en de prioriteit die wordt gegeven aan energie-efficiëntie de doelstellingen van de *Green Deal* merkelijk dichterbij brengen. Het zal onder meer aan ambitieuze lidstaten zoals België zijn om nauw toe te zien op de concrete uitrol van deze maatregelen, opdat zij niet door de details van hun uitwerking worden uitgehold.

Structurele verbeteringen noodzakelijk

De plannen van de Europese Commissie schieten, op de manier waarop ze nu voorliggen, evenwel op een aantal punten tekort, waardoor het halen van de doelstellingen sterk bemoeilijkt kan worden. Een aantal noodzakelijke maatregelen worden niet vermeld of gaan niet ver genoeg, terwijl een aantal andere maatregelen riskeren eerder een negatieve dan een positieve impact te hebben. Voorbeelden van dit laatste zijn de voorstellen van de Commissie om de emissies van gebouwen en van het wegverkeer op te nemen in de EU-regeling voor emissiehandel (ETS).

La prise en compte des émissions des bâtiments déchargerait tout d'abord les autorités nationales et régionales de la responsabilité de prendre des mesures en matière d'émissions des bâtiments sur leur territoire, à l'instar de ce qu'il se passe aujourd'hui avec le règlement sur la répartition de l'effort. Deuxièmement, la plupart des mesures d'efficacité énergétique permettent la récupération de leur propre coût à terme, même si le carbone n'a pas de prix. Les raisons de l'absence de ces mesures ne sont souvent pas (uniquement) financières, mais tiennent à l'impossibilité de financer préalablement et d'un seul coup tous les frais de rénovation et au manque d'informations quant aux possibilités de rénovation et aux options de financement. Troisièmement, l'intégration du secteur de la construction dans le système européen d'échange de quotas d'émission pourrait déboucher sur le démantèlement de législations européennes et nationales plus efficaces en matière d'efficacité énergétique, sous prétexte qu'elles mineraient le fonctionnement du marché du carbone.

Il n'est pas non plus judicieux d'inclure les émissions des transports routiers dans l'ETS. L'argument selon lequel un secteur ne relève soudainement plus du règlement sur la répartition de l'effort de l'UE dès lors qu'il fait partie de l'ETS s'applique également en l'espèce. Ce règlement européen constitue le principal levier juridique en vue de concrétiser une politique plus durable en matière de mobilité. Les principaux partisans de cette inclusion n'appartiennent pas par hasard à l'industrie automobile allemande, laquelle nourrit l'espoir que son inclusion dans le système ETS la mettrait à l'abri d'autres mesures en termes de réduction de CO_2. En tout état de cause, une réforme très approfondie du système ETS existant est nécessaire afin d'éliminer les effets écologiques pervers dans les secteurs déjà inclus dans ce système.

Un autre manquement de taille est l'absence d'un plan visant à revoir fondamentalement la proposition de la Commission concernant la future politique agricole commune (PAC) afin de l'aligner sur le Pacte vert. Tant dans la PAC actuelle que dans celle qui est prévue, une grande partie du budget de l'UE est affectée au financement de quelques grandes entreprises de l'agro-industrie, ce qui les encourage à émettre de grandes quantités de gaz à effet de serre et à porter atteinte à l'environnement. Cela conduit en outre nombre de petits agriculteurs à la faillite. Un changement s'impose. Il est dès lors indiqué que la Commission européenne modifie la PAC comme suit afin de la rendre conforme aux objectifs de l'UE en matière de climat et de biodiversité:

1. les paiements ne devraient être effectués que pour atténuer le changement climatique, restaurer la biodiversité et assurer le bien-être des animaux et,

De opname van de emissies van gebouwen zouden ten eerste de nationale en regionale overheden ontslaan van de verantwoordelijkheid om maatregelen te nemen met betrekking tot de emissies van gebouwen op hun grondgebied, zoals dit vandaag het geval is met de zogenaamde "*Effort Sharing Regulation*". Ten tweede betalen de meeste energie-efficiëntiemaatregelen zichzelf op termijn terug, zelfs als er geen koolstofprijs is. De oorzaken waarom deze maatregelen niet genomen worden zijn vaak niet (alleen) financieel, maar wel zaken als een onvermogen om vooraf alle renovatiekosten in één keer op te hoesten en een gebrek aan informatie over renovatiemogelijkheden en financieringsopties. Ten derde zou de integratie van de bouwsector in de EU-regeling voor emissiehandel kunnen leiden tot de ontmanteling van effectievere Europese en nationale wetgeving inzake energie-efficiëntie, onder het voorwendsel dat ze de werking van de koolstofmarkt zouden ondermijnen.

Ook de opname van de emissies van wegvervoer in het ETS is geen goed idee. Ook hier geldt het argument dat wanneer een sector eenmaal deel uitmaakt van het ETS, deze plots buiten de bevoegdheid van de EU-verordening over *Effort Sharing* valt. Deze Europese verordening is voor veel nationale regeringen de belangrijkste juridische drijfveer om een duurzamer mobiliteitsbeleid te realiseren. De grootste voorstanders van deze opname komen niet voor niets uit de Duitse auto-industrie, waar de hoop heerst dat dat opname van hun sector in het ETS-systeem hen zou vrijwaren voor verdere maatregelen op het vlak van CO_2-reductie. Sowieso behoort het bestaande ETS heel grondig hervormd te worden om de perverse ecologische effecten op de reeds in het systeem opgenomen sectoren terug te draaien.

Een andere grote tekortkoming is het ontbreken van een plan het Commissievoorstel over het toekomstige gemeenschappelijk landbouwbeleid (GLB) grondig te herzien om deze in lijn te brengen met de *Green Deal*. Een groot deel van budget van de EU gaat zowel in het huidige als in het geplande GLB naar het financieren van enkele grote industriële landbouwbedrijven, en moedigt hen aan veel broeikasgassen uit te stoten en het milieu aan te tasten. Bovendien zorgt het ervoor dat veel kleinere boeren failliet gaan. Dit moet anders, en daarom is het aangewezen dat de Europese Commissie haar voorstel over het GLB in de volgende zin aan zou passen om het in overeenstemming met de klimaat- en biodiversiteitsdoelstellingen van de EU te brengen:

1. alleen klimaatmitigatie, het herstel van de biodiversiteit, dierenwelzijn en in het bijzonder verminderd pesticidegebruik mogen in aanmerking komen voor

en particulier, réduire l'utilisation des pesticides; la Commission n'approuvera les paiements couplés que pour l'élevage à faible densité;

2. les paiements directs devraient être plafonnés à un maximum de 50 000 euros par exploitation et par année (à l'exclusion des frais de personnel), le produit du plafonnement étant alloué aux paiements redistributifs pour les premiers hectares, empêchant ainsi que les subventions aillent de manière disproportionnée à quelques entreprises de l'agro-industrie;

3. 50 % des enveloppes nationales du Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) devraient être allouées aux programmes écologiques qui répondent à des critères ambitieux, compatibles avec les objectifs de l'Union en matière de climat et de biodiversité, pour les agriculteurs en transition vers des pratiques durables, en particulier l'agroécologie. La Commission vérifie le niveau élevé d'ambition et l'efficacité des programmes écologiques des États membres et surveille de près les résultats de leur mise en œuvre;

4. le FEAGA devrait être financé et utilisé correctement pour aider les agriculteurs et les communautés rurales à restructurer fondamentalement les économies locales et régionales vers des systèmes durables sur le plan environnemental et social. À cet égard, l'accent devrait être mis sur la prévention du gaspillage alimentaire et sur des chaînes d'approvisionnement plus courtes, la protection de la nature et la promotion de l'emploi dans les zones rurales;

De même, une série d'autres aspects nécessaires, tels que l'arrêt immédiat des subventions aux énergies fossiles dans l'UE, la suppression complète des quotas gratuits du secteur de l'aviation et l'insertion d'un chapitre contraignant sur le développement durable dans les accords commerciaux, ne figurent pas dans la proposition de la Commission.

Nécessité d'un rôle proactif et précurseur pour la Belgique

Indépendamment des qualités et des défauts des projets de la Commission européenne, la Belgique doit jouer un rôle fort, clair et ambitieux lors de l'élaboration du Pacte vert pour l'Europe. Il s'agit bien sûr de mettre en œuvre un grand nombre de mesures nationales complémentaires au Pacte vert, qui ne peuvent être décidées au niveau européen. Il s'agit cependant aussi de soutenir les mesures élaborées et proposées par la Commission européenne et le Parlement européen, et de les adapter dans un sens durable et social. Sans le

subsidies; de Commissie behoort alleen gekoppelde betalingen goed te keuren voor een lage dichtheid aan vee;

2. rechtstreekse betalingen moeten worden beperkt tot maximaal 50 000 euro per boerderij per jaar (exclusief arbeidskosten), waarbij de opbrengsten van de plafonnering worden gebruikt voor herverdelingsbetalingen voor de eerste hectaren. Hierdoor wordt vermeden dat de subsidies in onevenredige omvang naar enkele industriële landbouwbedrijven gaan;

3. 50 % van de nationale totaalbedragen voor het Europees Landbouwgarantiefonds (ELGF) moet worden toegewezen aan ecologische regelingen die aan ambitieuze voorwaarden voldoen in overeenstemming met de klimaat- en biodiversiteitsdoelstellingen van de EU. Deze kunnen gericht zijn op landbouwers die de omschakeling maken naar duurzamere praktijken, met name agro-ecologie. De Commissie kan dan de grootte van het ambitieniveau en de doeltreffendheid van de ecologische regelingen van de lidstaten controleren en de resultaten van de tenuitvoerlegging ervan nauwlettend opvolgen;

4. het ELGF moet naar behoren worden gefinancierd en worden gebruikt voor de ondersteuning van landbouwers en landbouwgemeenschappen bij de fundamentele herstructurering van lokale en regionale economieën in de richting van ecologisch en sociaal duurzame systemen. De focus behoort hierbij te liggen op het voorkomen van voedselverspilling en op kortere toeleveringsketens, natuurbescherming en het bevorderen van de werkgelegenheid in plattelandsgebieden.

Ook een aantal andere noodzakelijke aspecten, zoals een onmiddellijk einde stellen aan fossiele subsidies doorheen de EU, het volledig afbouwen van de gratis uitstootrechten van de luchtvaartsector en het voorzien van een bindend én afdwingbaar hoofdstuk over duurzame ontwikkeling in handelsakkoorden ontbreken in het voorstel van de Commissie.

Nood aan proactieve en vooruitstrevende rol voor België

Los van de kwaliteiten en gebreken van de plannen van de Europese Commissie, is er nood aan een sterke, duidelijke en ambitieuze rol van België bij het tot stand komen van de Europese *Green Deal*. Dit gaat vanzelfsprekend over het uitvoeren van tal van binnenlandse maatregelen die complementair zijn met de *Green Deal* en die niet op Europees niveau beslist kunnen worden. Dit gaat evenwel ook over het ondersteunen en in duurzame en sociale zin bijsturen van de maatregelen die de Europese Commissie en het Europees Parlement

soutien de certains États membres, il est en effet impossible de réaliser le Pacte vert pour l'Europe.

Actuellement, la position précise des différents États membres à l'égard des propositions de la Commission européenne n'est pas encore très claire, et, dans de nombreux pays, la position exacte du gouvernement n'est pas encore définie avec certitude. Certains pays envoient aussi des signaux différents en fonction du responsable politique qui s'exprime. Il est certain que les négociations qui s'éternisent concernant le Cadre financier pluriannuel 2021-2027 ne peuvent être dissociées des ambitions poursuivies par le Pacte vert et que, dans le cadre des derniers mois de ces négociations, la Belgique doit s'opposer vivement aux États membres qui visent un niveau d'ambition minimal. Si l'on ne prévoit pas une marge budgétaire supplémentaire suffisante, de nombreux projets du Pacte vert ne pourront être réalisés que de manière limitée. Et c'est justement là l'un des principaux problèmes du Pacte vert: le budget prévu actuellement est largement insuffisant pour atteindre les objectifs fixés.

La Belgique doit maintenant jouer un rôle historique, en tant que pays hébergeant le Parlement européen et la Commission européenne, en tant que membre fondateur de la Communauté européenne et en tant que l'une des dix plus grandes économies de l'Union européenne. Septante ans après la déclaration Schuman, qui a jeté les bases d'un avenir commun pour l'Europe reposant sur le charbon et l'acier, le Pacte vert représente une nouvelle vision d'envergure sur la base de laquelle une Europe durable, sociale et démocratique peut se concrétiser et qui peut constituer un exemple pour les citoyens du monde entier.

ontwikkelen en voorstellen. Zonder lidstaten die mee aan de kar trekken is het immers onmogelijk om de *Green Deal* te realiseren.

Op dit ogenblik is het nog onduidelijk hoe de verschillende lidstaten zich precies verhouden tot de voorstellen van de Europese Commissie, en blijkt er in heel wat landen interne onzekerheid te bestaan over de exacte positionering van de regering. Een aantal landen stuurt ook verschillende signalen uit afhankelijk van welke gezagsdrager zich uitspreekt. Zeker is dat de reeds lang aanslepende onderhandelingen over het Meerjarig Financieel Kader 2021-2027 niet los kunnen gezien worden van de ambities die de *Green Deal* moet vervullen, en dat België zich in het kader van de laatste maanden van deze onderhandelingen sterk behoort te verweren tegen die lidstaten die voor een minimaal ambitieniveau gaan. Zonder voldoende extra budgetruimte, kunnen heel wat plannen uit de *Green Deal* slechts beperkt gerealiseerd worden. En laat dit nu juist één van de grootste problemen van de *Green Deal* zijn: dat er op dit moment nog lang niet genoeg budget voorzien is om de gestelde doelstellingen te bereiken.

België heeft nu een historische rol te vervullen, als thuisbasis van het Europees Parlement en de Europese Commissie, als stichtend lid van de Europese Gemeenschap en als één van de tien grootste economieën van de Europese Unie. Zeventig jaar nadat met de Schumanverklaring een gemeenschappelijke toekomst voor Europa aanvang nam op de basis van steenkool en staal, ligt er met de *Green Deal* een nieuwe grote visie klaar op basis waarvan een duurzaam, sociaal en democratisch Europa vorm kan krijgen en een voorbeeld voor burgers wereldwijd kan vormen.

Kristof CALVO (Ecolo-Groen)
Georges GILKINET (Ecolo-Groen)
Mélissa HANUS (PS)
Tinne VAN DER STRATEN (Ecolo-Groen)
Sarah SCHLITZ (Ecolo-Groen)

PROPOSITION DE RÉSOLUTION

La Chambre des représentants,

1. vu le projet de “Pacte vert pour l’Europe” annoncé par la Commission européenne;

2. vu le premier protocole sur le rôle des parlements nationaux dans l’Union européenne, annexé au Traité sur l’Union européenne, au Traité sur le fonctionnement de l’Union européenne et au Traité instituant la Communauté européenne de l’énergie atomique, ainsi que la pratique du dialogue politique qui en résulte;

3. vu l’article 35*bis* du Règlement de la Chambre des représentants et la référence qu’il contient à la possibilité de dialogue politique avec la Commission européenne;

4. vu l’importance que revêt le Cadre financier pluriannuel (CFP) 2021-2027 pour la direction que prendra l’Union européenne au cours de la prochaine décennie;

5. convaincu que l’ambition du Pacte vert devrait guider tous les travaux de la nouvelle Commission, notamment en veillant à ce que toutes les nouvelles propositions législatives et non législatives, ainsi que la législation existante pertinente, soient en harmonie avec les objectifs que sont le maintien du réchauffement climatique en dessous de 1,5 °C, l’arrêt de la perte de biodiversité et le respect des limites de la planète;

6. soulignant que la proposition du Parlement européen sur le CFP 2021-2027 bénéficie d’une très large majorité des voix au sein du Parlement européen, par-delà les frontières des partis et des pays;

7. soulignant que la proposition du Parlement européen sur le CFP 2021-2027 est conforme, dans les grandes lignes, aux priorités et aux ambitions de la Chambre des représentants;

8. reconnaissant que l’actuelle contribution déterminée au niveau national (CDN) de l’Union européenne n’est pas conforme à l’engagement de l’Union en faveur des objectifs à long terme de l’Accord de Paris;

9. soulignant que la transition vers une économie climatiquement neutre et vers une société durable doit se faire en parallèle avec la mise en œuvre du pilier européen des droits sociaux, et insistant sur le fait que toutes les initiatives prises dans le cadre du Pacte vert

VOORSTEL VAN RESOLUTIE

De kamer van volksvertegenwoordigers,

1. gelet op de aangekondigde plannen van de Europese Commissie voor een Europese *Green Deal*;

2. gelet op het eerste Protocol betreffende de rol van de nationale parlementen in de Europese Unie, gehecht aan het Verdrag betreffende de Europese Unie, het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Atoomenergie, alsook op de hieruit voortvloeiende praktijk van de politieke dialoog;

3. gelet op artikel 35*bis* van het Reglement van de Kamer van volksvertegenwoordigers en de daarin opgenomen referentie aan de mogelijkheid tot politieke dialoog met de Europese Commissie;

4. gelet op het belang van het Meerjarig Financieel Kader (MFK) 2021-2027 voor de richting die Europese Unie het volgende decennium uitgaat;

5. is de mening toegedaan dat de ambitie van de *Green Deal* richting moet geven aan alle werkzaamheden van de nieuwe Commissie, met name door ervoor te zorgen dat alle nieuwe wetgevings- en niet-wetgevingsvoorstellen alsook de relevante bestaande wetgeving in overeenstemming zijn met de doelstelling om de opwarming van de aarde onder de 1,5 °C te houden, het verlies aan biodiversiteit een halt toe te roepen en de grenzen van de planeet te eerbiedigen;

6. onderstreept dat het voorstel van het Europese Parlement over het MFK 2021-2027 binnen het Europees Parlement over de partij- en landsgrenzen heen op een zeer grote meerderheid van stemmen kan rekenen;

7. onderstreept dat het voorstel van het Europees Parlement over het MFK 2021-2027 in grote lijnen overeenkomt met de prioriteiten en ambities van de Kamer van volksvertegenwoordigers;

8. erkent dat de huidige nationaal bepaalde bijdrage (NDC) van de Europese Unie niet in overeenstemming is met de verbintenis van de Unie om de langetermijndoelstellingen van de Overeenkomst van Parijs na te leven;

9. benadrukt dat de transitie naar een klimaatneutrale economie en een duurzame samenleving moet plaatsvinden in samenhang met de uitvoering van de Europese pijler van sociale rechten en dringt erop aan dat alle initiatieven die in het kader van de Europese

pour l'Europe doivent être pleinement compatibles avec ce pilier;

10. soulignant la grande empreinte écologique et climatologique induite par la consommation de l'UE dans les pays tiers et demandant à la Commission d'élaborer un objectif en vue de réduire l'empreinte mondiale de la consommation et de la production de l'UE, tout en respectant les limites de notre planète;

11. soutenant l'objectif visant à taxer effectivement le carbone dans l'ensemble de l'économie;

12. soutenant l'engagement de la Commission d'instaurer un mécanisme de taxe carbone aux frontières de l'Europe en vue de créer des conditions de concurrence égales dans le commerce international;

13. soutenant les efforts consentis par la Commission pour supprimer les émissions de gaz à effet de serre du système énergétique, afin que l'UE puisse être neutre en termes d'émissions au plus tard en 2050, et de préférence d'ici 2040;

14. soutenant la priorité donnée à l'efficacité énergétique;

15. soutenant l'initiative proposée de donner une impulsion à une vague de rénovation en Europe, ainsi que les mesures facilitant l'accès au financement pour la rénovation de bâtiments, et demandant de focaliser l'attention sur la rénovation des écoles et des hôpitaux, ainsi que des logements sociaux et habitations sociales de location en vue d'aider les ménages à bas revenus;

16. soutenant l'engagement de mettre sur pied une économie circulaire neutre sur le plan climatique;

17. soutenant l'intention d'adopter un nouveau plan d'action pour l'économie circulaire, y compris une politique concernant les "produits durables", en donnant la priorité à la réduction et à la réutilisation des matériaux avant leur recyclage, en vue d'accompagner la transition de tous les secteurs;

18. soutenant l'accent mis sur l'amélioration de l'infrastructure de charge des véhicules électriques, qui constituent une partie de la solution pour réduire les émissions du transport routier;

19. soutenant la garantie que les plans stratégiques nationaux en matière d'agriculture doivent témoigner, dès le départ, d'un niveau d'ambition plus élevé en vue

Green Deal worden genomen, volledig verenigbaar zijn met deze pijler;

10. wijst op de grote ecologische en klimatologische voetafdruk in derde landen door consumptie in de EU en verzoekt de Commissie een doelstelling te ontwikkelen om de mondiale voetafdruk van het verbruik en de productie van de EU te verminderen, met respect voor de grenzen van onze planeet;

11. steunt de doelstelling om te zorgen voor effectieve koolstofbeprijzing in de gehele economie;

12. steunt de toezegging van de Commissie om een mechanisme voor een Europese koolstofgrensheffing in te voeren om te zorgen voor een gelijk speelveld in de internationale handel;

13. steunt het streven van de Commissie om het energiesysteem broeikasgasvrij te maken, zodat de EU uiterlijk in 2050, en bij voorkeur tegen 2040, emissieneutraal kan zijn;

14. steunt de prioriteit die wordt gegeven aan energie-efficiëntie;

15. steunt het voorgestelde initiatief om een impuls te geven aan een renovatiegolf in Europa, alsook de maatregelen om de toegang tot financiering voor de renovatie van gebouwen te vergemakkelijken, en moedigt aan de aandacht te richten op de renovatie van scholen en ziekenhuizen, alsook sociale woningen en huurwoningen om huishoudens met een laag inkomen te helpen;

16. steunt de verbintenis om een klimaatneutrale en circulaire economie tot stand te brengen:

17. steunt de intentie om een nieuw actieplan voor de circulaire economie aan te nemen met inbegrip van een beleid voor "duurzame producten", waarin voorrang wordt gegeven aan het verminderen en hergebruiken van materialen voordat deze worden gerecycled, om de transitie van alle sectoren te begeleiden;

18. steunt de nadruk op de verbetering van de oplaadinfrastructuur voor elektrische voertuigen, die een deel vormen van de oplossing om de emissies van het wegvervoer te verminderen;

19. steunt de waarborg dat de nationale strategische plannen voor de landbouw vanaf het begin moeten getuigen van een hoger ambitieniveau om het gebruik en

de réduire considérablement l'utilisation et les risques des pesticides chimiques et l'utilisation d'engrais et d'antibiotiques;

20. reconnaissant les besoins considérables en matière de financement en vue d'atteindre les objectifs exposés dans la communication sur le Pacte vert pour l'Europe, ainsi que la nécessité d'un plan d'investissement;

21. demandant instamment à la Commission de revoir toutes les législations pertinentes en matière d'énergie pour le mois de juin 2021 au plus tard afin de fixer tant un objectif d'efficacité énergétique contraignant de 45 % au moins pour 2030 qu'un objectif contraignant en matière d'énergie renouvelable de 40 % au moins pour 2030;

22. demandant instamment à la Commission de fixer pour chaque État membre des objectifs contraignants en matière d'efficacité énergétique et d'énergie renouvelable pour 2030 et de veiller à ce que toutes les législations concernées soient claires, obligatoires et sans échappatoires;

23. insistant pour que le Pacte vert pour l'Europe fasse en sorte que tous les accords internationaux en matière de commerce et d'investissements contiennent des chapitres fermes, obligatoires et contraignants au sujet du développement durable, cadrant parfaitement avec les obligations internationales et, en particulier, avec l'Accord de Paris;

24. insistant pour que les nouveaux accords en matière de commerce et d'investissements ne puissent pas contenir des mécanismes de règlement des différends entre investisseurs et États (ISDS) ou tout autre traitement de faveur similaire des investisseurs pouvant entraver des mesures essentielles du Pacte vert, telles que la suppression des combustibles fossiles;

25. insistant pour que le calendrier de réforme du Pacte vert pour l'Europe soit au cœur d'un Semestre européen rénové afin de veiller, par le biais de mesures contraignantes, à ce que toutes les politiques socioéconomiques, macroéconomiques et fiscales des États membres cadrent parfaitement avec les objectifs et les cibles du Pacte vert pour l'Europe;

26. demandant instamment à la Commission de revoir rapidement la directive ETS et de l'aligner sur le Pacte vert, notamment en se focalisant sur le facteur de réduction linéaire, les règles relatives à l'attribution de droits d'émission gratuits et la nécessité éventuelle d'un prix plancher pour le carbone;

het risico van chemische pesticiden en het gebruik van meststoffen en antibiotica aanzienlijk terug te dringen;

20. erkent de aanzienlijke financieringsbehoeften om de in de mededeling over de Europese *Green Deal* uiteengezette doelstellingen te bereiken, alsook de behoefte aan een investeringsplan;

21. dringt er bij de Commissie op aan alle relevante energiewetgeving uiterlijk in juni 2021 te herzien om te komen tot zowel een bindend energie-efficiëntiestreefcijfer van ten minste 45 % voor 2030 als een bindend streefcijfer voor hernieuwbare energie voor 2030 van ten minste 40 %;

22. dringt erop aan dat de Commissie voor elke lidstaat bindende streefcijfers inzake energie-efficiëntie en hernieuwbare energie vaststelt voor 2030 en ervoor zorgt dat alle desbetreffende wetgeving duidelijk en afdwingbaar is en geen achterpoortjes bevat;

23. dringt er op aan dat de Europese *Green Deal* ervoor zorgt dat alle internationale handels- en investeringsovereenkomsten krachtige, bindende en afdwingbare hoofdstukken inzake duurzame ontwikkeling omvatten, die volledig in overeenstemming zijn met internationale verplichtingen en met name de Overeenkomst van Parijs;

24. dringt er op aan dat nieuwe handels- en investeringsovereenkomsten geen mechanismen voor de beslechting van geschillen tussen investeerders en staten (ISDS) of een andere soortgelijke voorkeursbehandeling van investeerders mogen omvatten die essentiële maatregelen uit de *Green Deal* zoals de uitstap uit fossiele brandstoffen kunnen bemoeilijken;

25. dringt erop aan dat de hervormingsagenda van de Europese *Green Deal* centraal komt te staan in een vernieuwd Europees Semester om er door middel van bindende maatregelen voor te zorgen dat alle sociaaleconomische, macro-economische en fiscale beleidsmaatregelen van de lidstaten volledig in overeenstemming zijn met de doelstellingen en streefdoelen van de Europese *Green Deal*;

26. dringt erop aan dat de Commissie de ETS-richtlijn snel herziet en in lijn brengt met de *Green Deal*, onder meer door aandacht te besteden aan de lineaire verminderingsfactor, de regels voor de toewijzing van gratis emissierechten en de mogelijke noodzaak van een koolstofbodemprijs;

27. rejetant totalement l'idée d'inclure les émissions des bâtiments et du transport routier dans le système européen d'échange de quotas d'émission (ETS);

28. insistant pour que l'attribution de droits d'émission gratuits aux compagnies aériennes pour les vols au sein de l'UE soit rapidement supprimée et que le secteur maritime soit inclus dans le système européen d'échange de quotas d'émission sans que lui soient attribués des droits d'émission gratuits;

29. insistant sur la nécessité d'une suppression rapide, d'ici 2020, de tous les subsides directs et indirects pour les combustibles fossiles, au sein de l'UE ainsi que dans chaque État membre;

30. invitant la Commission à proposer, le plut tôt possible en 2020, une stratégie ambitieuse et intersectorielle pour un environnement non toxique afin de garantir que tous les Européens, y compris les consommateurs, les travailleurs et les groupes vulnérables soient protégés de manière adéquate contre les substances nocives;

31. demandant instamment la révision des normes d'émission de CO_2 pour les voitures, les camionnettes et les camions, afin de tracer la voie vers une mobilité sans émissions à partir de 2025, ainsi qu'un réexamen des règles actuelles, de façon à permettre aux États membres les plus ambitieux de prendre des mesures plus strictes au niveau national;

32. invitant la Commission à rehausser sensiblement le niveau de protection en matière de qualité de l'air, conformément aux dernières découvertes scientifiques et aux lignes directrices de l'Organisation mondiale de la santé (OMS);

33. invitant la Commission, dans le cadre de la révision de la directive sur la taxation de l'énergie, à proposer des mesures coordonnées en vue d'abolir, dans les États membres, les exonérations fiscales pour les combustibles marins et aériens, en évitant les effets négatifs involontaires sur l'environnement, l'économie ou la société;

34. appelant à une réforme majeure de la politique agricole commune afin de la rendre pleinement conforme aux objectifs de l'UE en matière de climat et de biodiversité;

35. demandant à la Commission d'intégrer les produits de la pêche et de l'aquaculture dans sa stratégie "De la ferme à l'assiette" afin de renforcer la chaîne de valeur durable dans le secteur de la pêche et de reconstituer les stocks de poissons au-delà des rendements maximaux durables (RMD);

27. wijst het idee om de emissies van gebouwen en van het wegverkeer op te nemen in de EU-regeling voor emissiehandel (ETS) volledig af;

28. dringt er op aan de toewijzing van gratis emissierechten aan luchtvaartmaatschappijen voor vluchten binnen de EU snel uit te faseren en de maritieme sector in de EU-regeling voor de emissiehandel op te nemen zonder de toewijzing van gratis emissierechten;

29. dringt aan op een snelle uitfasering van alle rechtstreekse en onrechtstreekse subsidies voor fossiele brandstoffen tegen 2020 in de EU en in elke lidstaat;

30. roept de Commissie op om in 2020 zo snel mogelijk een ambitieuze en sectoroverschrijdende strategie voor een niet-toxisch milieu voor te stellen om ervoor te zorgen dat alle Europeanen, waaronder consumenten, werknemers en kwetsbare groepen, terdege worden beschermd tegen schadelijke stoffen;

31. dringt aan op herziene emissienormen voor CO_2 voor auto's, bestelwagens, en vrachtwagens, om vanaf 2025 voor een traject naar emissievrije mobiliteit te zorgen, en op een herziening van de huidige regels om lidstaten die het voortouw nemen toe te staan strengere maatregelen te nemen op nationaal niveau;

32. verzoekt de Commissie het beschermingsniveau met betrekking tot luchtkwaliteit substantieel te verhogen, in lijn met de meest recente wetenschappelijke bevindingen en de richtsnoeren van de Wereldgezondheidsorganisatie (WHO);

33. verzoekt de Commissie in het kader van de herziening van de energiebelastingrichtlijn voorstellen te doen voor gecoördineerde maatregelen teneinde belastingvrijstellingen in de lidstaten voor vliegtuig- en scheepsbrandstoffen af te schaffen, waarbij onbedoelde negatieve ecologische, economische of sociale gevolgen moeten worden vermeden;

34. dringt aan op een ingrijpende hervorming van het gemeenschappelijk landbouwbeleid, zodat dit volledig in lijn komt te liggen met de klimaat- en biodiversiteitsdoelstellingen van de EU;

35. vraagt de Commissie visserij- en aquacultuurproducten in haar "van boer tot bord"-strategie op te nemen, met het oog op de versterking van de duurzame waardeketen in de visserijsector en op het heropbouwen van de visbestanden tot een hoger niveau dan de maximale duurzame opbrengst (MSY);

36. demandant à la Commission d'assurer un soutien adéquat aux pêcheurs européens dans le cadre de leur transition vers des activités de pêche durables;

37. invitant la Commission à présenter une proposition d'amélioration de la traçabilité des produits de la mer, y compris l'indication de l'origine sur l'emballage des produits de la mer en conserve et le rejet des produits qui nuisent à l'environnement marin ou contribuent à son dépeuplement;

38. insistant pour qu'en vertu d'une obligation juridique, la planification de toutes les dépenses dans le cadre du nouveau CFP 2021-2027 doit faire l'objet d'un examen approfondi de la résilience au changement climatique à l'aide d'un instrument spécialement mis en place à cette fin, proposé par la Commission européenne et le Parlement européen;

39. demandant à la Commission de proposer un plan de financement global fondé sur un ensemble cohérent de propositions visant à stimuler les investissements publics et privés à tous les niveaux, vu la nécessité de répondre aux besoins de financement considérables et aux investissements supplémentaires requis pour atteindre les objectifs du Pacte vert pour l'Europe, qui dépassent largement l'estimation avancée par la Commission;

40. insistant sur le fait que des conditions strictes sont liées aux moyens affectés par le biais du mécanisme pour une transition juste afin de rendre neutres du point de vue climatique les régions qui reçoivent des fonds, et de les soumettre à des conditions strictes concernant les dates de sortie progressive des industries fossiles, telles que le charbon;

41. soulignant que les 7,5 milliards d'euros prévus dans le premier pilier du mécanisme pour une transition juste, à savoir le fonds pour une transition juste, seront largement insuffisants pour faire en sorte que la reconversion économique soit responsable du point de vue social et offre une aide suffisante à toutes les régions charbonnières;

42. insistant sur le fait que ces 7,5 milliards d'euros constituent un financement supplémentaire et demandant à la Commission européenne de garantir que ce montant ne soit pas atteint en transférant des moyens existants d'un fonds à l'autre en courant le risque de mettre à mal les fonds structurels et d'investissement européens;

43. insistant sur le fait que le mécanisme pour une transition juste ne doit être utilisé que pour aider les

36. vraagt de Commissie te zorgen voor passende ondersteuning voor Europese vissers bij de transitie naar duurzame visserijactiviteiten;

37. verzoekt de Commissie met een voorstel te komen om de traceerbaarheid van visserijproducten te verbeteren, met inbegrip van de vermelding van de oorsprong op de verpakking van visconserven en de afwijzing van producten die het mariene milieu schaden of aantasten;

38. benadrukt dat er een wettelijke verplichting moet worden gecreëerd om alle in het kader van het nieuwe MFK 2021-2027 geplande uitgaven klimaatbestendig te maken door middel van een speciaal daarvoor door de Europese Commissie en het Europees Parlement voorgesteld instrument;

39. vraagt de Commissie met een alomvattend financieringsplan te komen op basis van een coherent pakket van voorstellen die gericht zijn op het stimuleren van openbare en particuliere investeringen op alle niveaus, gelet op de noodzaak om tegemoet te komen aan de aanzienlijke financieringsbehoeften en de extra investeringen die nodig zijn voor de verwezenlijking van de doelstellingen van de Europese *Green Deal*, die de door de Commissie genoemde cijfers ruimschoots overschrijden;

40. dringt er op aan dat aan de middelen die via het eerlijk transitiemechanisme worden ingezet, strikte voorwaarden worden verbonden om de regio's die geld krijgen klimaatneutraal te maken, alsook om er harde voorwaarden aan te verbinden wat betreft uitfaseringsdata uit fossiele industrieën als steenkool;

41. wijst erop op dat de 7,5 miljard euro voorzien in de eerste pijler van het eerlijke transitiemechanisme, met name het eerlijke transitiefonds, lang niet zal volstaan om ervoor te zorgen dat de economische omslag maatschappelijk verantwoord is en voldoende steun biedt aan alle kolenregio's;

42. dringt er op aan dat deze 7.5 miljard euro bijkomende financiering is, en vraagt de Europese Commissie te garanderen dat deze som niet bereikt wordt door bestaand geld van het ene fonds naar het andere over te dragen en het risico te lopen de regionale EU-fondsen te ondermijnen;

43. dringt er op aan het eerlijk transitiemechanisme enkel in te zetten om werknemers in alle sectoren en met

travailleurs de tous les secteurs et de toutes les parties de l'Union les plus touchées par la décarbonation à effectuer la transition vers une économie propre du futur;

44. insistant sur le fait que le financement en faveur d'une transition juste doit être subordonné à l'avancement de plans de décarbonation concrets et contraignants, conformément à l'accord de Paris;

45. soulignant que les investissements privés et publics doivent tirer parti du faible niveau actuel des taux d'intérêt;

DEMANDE AU GOUVERNEMENT:

a) de faire connaître, de défendre et de concrétiser le point de vue de la Belgique concernant le Pacte vert pour l'Europe lors de tous ses contacts formels et informels au niveau européen, ainsi que dans le cadre de la coordination de la politique européenne au niveau national;

b) de ne pas adopter une position attentiste et réticente à cet égard, mais de diriger activement un peloton de tête constitué des pays les plus ambitieux;

c) de tout mettre en œuvre pour que le CFP 2021-2027 ne soit en aucun cas inférieur à celui proposé par la Commission européenne;

d) de veiller à ce que les moyens budgétaires accordés au prochain CFP soient proportionnels aux ambitions du Pacte vert pour l'Europe;

e) de sortir de la Charte énergétique, eu égard à la possibilité que cette charte offre à l'industrie des énergies fossiles d'intenter des actions en justice pour cause de manque à gagner;

DEMANDE AU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE:

1. de transmettre la présente résolution à titre d'avis au sujet d'une question politique importante à la Commission européenne dans le cadre du dialogue politique;

name in de delen van de EU die het hardst werk moeten maken van decarbonisatie, te helpen om de transitie naar de schone economie van de toekomst te maken;

44. dringt er op aan dat de financiering van de rechtvaardige transitie afhankelijk moet worden gesteld van vooruitgang op het gebied van concrete en bindende plannen voor het koolstofarm maken van de economie, in overeenstemming met de Overeenkomst van Parijs;

45. wijst er op dat private en publieke investeringen van de huidige lage rentevoeten moeten profiteren;

VRAAGT DE REGERING:

a) in al haar informele en formele contacten op Europees niveau, alsook bij de intra-Belgische coördinatie van het Europees beleid, het standpunt van de Kamer van volksvertegenwoordigers over de positionering van België ten opzichte van de Europese *Green Deal* uit te dragen, te verdedigen en te realiseren;

b) hierbij geen afwachtende en terughoudende positie in te nemen, maar actief de leiding te nemen van een kopgroep van de meest ambitieuze landen;

c) al het mogelijke te doen zodat de totale omvang van het MFK 2021-2027 in geen geval lager is dan het voorstel van de Europese Commissie;

d) er voor te zorgen dat de begrotingsmiddelen voor het volgende MFK evenredig zijn met de ambities van de Europese *Green Deal*;

e) uit het Energiehandvestverdrag te stappen, gelet op de mogelijkheid die dit verdrag de fossiele industrie biedt om processen aan te spannen vanwege gederfde inkomsten;

VRAAGT DE KAMERVOORZITTER:

1. in het kader van de politieke dialoog deze resolutie als advies over een belangrijke beleidskwestie aan de Europese Commissie over te maken;

2. de remettre aux membres de la Chambre la réponse que la Commission formulera à cet égard.

20 janvier 2020

2. het antwoord dat de Commissie hierop formuleert aan de Kamerleden te bezorgen.

20 januari 2020

Kristof CALVO (Ecolo-Groen)
Georges GILKINET (Ecolo-Groen)
Mélissa HANUS (PS)
Tinne VAN DER STRATEN (Ecolo-Groen)
Sarah SCHLITZ (Ecolo-Groen)

Imprimerie centrale – Centrale drukkerij